NATIONS
UNIES

S

Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/16082
26 octobre 1983
FRANCAIS
ORIGINAL : ESPAGNOL

UN LIBRARY

OCT 2 1983

UN/SA COLLECTION

LETTRE DATEE DU 26 OCTOBRE 1983, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DU NICARAGUA AUPRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le communiqué publié hier par le Conseil du Gouvernement de reconstruction nationale de la République du Nicaragua.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer ledit communiqué comme document du Conseil de sécurité.

Le Vice-Ministre des relations extérieures,

Représentant du Nicaragua au Conseil de sécurité,

(Signé) Victor Hugo TINOCO FONSECA

Annexe

Managua le 25 octobre 1983

COMMUNIQUE

Le Conseil du Gouvernement de reconstruction nationale de la République du Nicaragua, après avoir tenu aujourd'hui une réunion d'urgence sous la direction du Front sandiniste de libération nationale, s'adresse au peuple héroïque du Nicaragua et aux peuples et gouvernements du monde pour dénoncer les menaces de plus en plus graves qui pèsent sur notre patrie, du fait que le Gouvernement des Etats-Unis accélère et intensifie ses plans d'agression concernant notamment le Nicaragua et El Salvador.

L'occupation militaire arbitraire et injustifiable de la Grenade déclenchée hier par des troupes d'intervention des Etats-Unis n'a fait que confirmer de façon très claire la volonté belliqueuse du Gouvernement des Etats-Unis. Nous devons être plus que jamais sur nos gardes et nous préparer à faire face, de toute notre volonté et de toutes nos forces, à toute agression, que quelque type que ce soit, contre notre souveraineté et notre révolution.

En même temps qu'il envahissait la Grenade, le Gouvernement des Etats-Unis a convoqué à Tegucigalpa une réunion des chefs militaires du Guatemala, du Honduras et d'El Salvador, dans le cadre de la tristement célèbre CONDECA, afin de mettre au point des plans concrets d'agression contre le Nicaragua, à un moment où les troupes américaines sont concentrées au Honduras, où les flottes de guerre des Etats-Unis se trouvent dans nos mers, et où les attaques terroristes redoublent dans notre territoire.

Le gouvernement révolutionnaire est au courant de l'existence de plans de la CIA visant à provoquer des attaques militaires et des attentats contre des objectifs économiques tant en territoire hondurien qu'en territoire costaricien, dans le but d'accuser notre pays de ces actes et d'avoir ainsi un prétexte pour lancer une agression de grande envergure contre le Nicaragua, plans qui doivent être mis à exécution très bientôt. Le Conseil du gouvernement dénonce par avance devant la conscience du monde ces plans criminels dont le but est de provoquer l'escalade d'un conflit auquel le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique se refuse obstinément à trouver une issue pacifique.

Le Gouvernement des Etats-Unis n'a fait aucun cas jusqu'à présent de toutes les initiatives de paix prises par le Nicaragua au sein du Groupe de Contadora et il n'a en outre tenu aucun compte des projets de traités de paix et de sécurité que notre pays a présentés au Département d'Etat lui-même. L'orgueil, l'irréflexion et l'autoritatisme qui guident la conduite du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique risquent de mener à une guerre généralisée en Amérique centrale. Nous tenons à mettre en garde les gouvernements responsables du monde contre le danger d'une guerre qui peut encore être évitée aujourd'hui et à lancer un appel pour que l'on utilise tous les moyens dont dispose la communauté internationale pour arrêter l'escalade de l'agression contre le Nicaragua et El Salvador, ainsi que pour obtenir le retrait immédiat des forces qui ont envahi la Grenade.

/...

Aujourd'hui, plus que jamais, nous devons démontrer notre volonté de nous acquitter, avec patriotisme et discipline, de toutes les tâches que nous impose la situation d'urgence actuelle, afin de consolider la défense de la patrie.

En des moments comme celui-ci, le peuple tout entier doit resté fermement uni à son avant-garde et à son gouvernement révolutionnaire.

Fait en la ville de Managua, le 25 octobre 1983, année de lutte pour la paix et la souveraineté.